

ARRETES DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Publication n°573 du 29 juillet 2024

- Arrêté n° 4788 du 29/07/2024 DRM Arrêté temporaire portant règlementation provisoire de la circulation sur la RD 8 sur le territoire des communes d'Aureilhan et Bours
- Arrêté n° 4789 du 29/07/2024 DRM Arrêté temporaire portant règlementation provisoire de la circulation sur la RD 26 sur le territoire de la commune d'Arrodets-Ez-Angles
- Arrêté n° 4790 du 29/07/2024 DRM Arrêté temporaire conjoint portant règlementation provisoire de la circulation sur la RD 259 sur le territoire de la commune d'Estirac
- Arrêté n° 4791 du 29/07/2024 DRM Arrêté temporaire portant réglementation provisoire de la circulation lors de l'épreuve sportive "TRAIL DE LA SAINT-MICHEL" le 12 septembre 2024 sur les routes départementales
- Arrêté n° 4792 du 29/07/2024 DRM Arrêté temporaire portant réglementation provisoire de la circulation lors de l'épreuve sportive "LES FOULEES DE SOMBRUN" le 29 septembre 2024 sur les routes départementales
- Arrêté n° 4793 du 29/07/2024 DRM Arrêté temporaire portant réglementation provisoire de la circulation lors de l'épreuve sportive "CHAMPIONNAT DE FRANCE DE TRAIL DES SAPEURS POMPIERS" les 13 et 14 septembre 2024 sur les routes départementales
- Arrêté n° 4794 du 29/07/2024 DRM Arrêté temporaire portant règlementation provisoire de la circulation sur la RD 19 sur le territoire de la commune d'Arreau
- Arrêté n° 4795 du 29/07/2024 DRM Arrêté temporaire portant règlementation provisoire de la circulation sur la RD 929 sur le territoire des communes de Gaussan et Monlong
- Arrêté n° 4796 du 29/07/2024 DRM Arrêté temporaire portant règlementation provisoire de la circulation sur la RD 921A sur le territoire de la commune de Louey
- Arrêté n° 4797 du 29/07/2024 DRM Arrêté temporaire conjoint portant règlementation provisoire de la circulation sur la RD 25 sur le territoire des communes d'Estarvielle et Cazaux-Fréchet-Aneran-Camors

D.G.S. (Direction Générale des Services)
DIRASS (Direction des Assemblées)
D.R.M. (Direction des Routes et des Mobilités)
D.C.B.N. (Direction des Collèges, des Bâtiments et du Numérique)
D.R.H. (Direction des Ressources Humaines)
D.A.F (Direction de l'Administration et des Finances)
D.S.D. (Direction de la Solidarité Départementale)
D.D.L. (Direction du Développement Local)

Publication mise à disposition du public et consultable sur place à l'Hôtel du Département : Direction des Assemblées - 7 rue Gaston Manent - 1^{er} étage - Porte N°109 - 65000 Tarbes Communicable sur simple demande à M. le Président du conseil départemental - Direction des Assemblées, à l'adresse rappelée ci-dessous ou par téléphone au 05.62.56.78.52



DIRECTION DES ROUTES ET DES MOBILITÉS 4788

OBJET: Arrêté temporaire n°11/2024.161

Portant règlementation provisoire de la circulation sur la route départementale n°8 sur le territoire des communes de AUREILHAN et BOURS.

Le Président du Conseil Départemental,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route,
- 1111 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,
- VU le règlement de voirie départemental des Hautes-Pyrénées adopté le 7 décembre 2018,
- VU l'avis de la DIRSO demandé le 26 juillet 2024,
- VU la demande du Parc Routier Départemental en date du 17 juillet 2024,

Considérant qu'en raison du déroulement de travaux de réfection de chaussée sur la route départementale n°8, effectués par le Parc Routier Départemental, il y a lieu de règlementer la circulation sur cette voie.

ARRETE

ARTICLE 1°. En raison du déroulement de travaux de réfection de chaussée, la circulation sera interdite à tous les véhicules, sur la route départementale n°8, du Point de Repère (PR) 29+000 au PR 30+320, sur le territoire des communes de AUREILHAN et BOURS.

ARTICLE 2. Ces mesures prennent effet à compter du lundi 05 août 2024 à 8h00, et resteront en vigueur jusqu'au mercredi 14 août 2024 à 17h00.

Les contraintes seront levées en dehors des heures de travaux ainsi que les week-end et jours fériés.

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour.

ARTICLE 3. Durant cette période, les véhicules seront déviés dans les deux sens par les routes départementales n°2 et 608 et par la Route Nationale n°21, sur le territoire des communes de BOURS, ORLEIX et AUREILHAN.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9 Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr

ARTICLE 4. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité des sections déviées, seront assurés par l'Agence départementale des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 2.

ARTICLE 5. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 6. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 8. Le présent arrêté sera affiché dans les communes de AUREILHAN et BOURS et publié sur le site internet du Département.

Tarbes, le 2 9 JUIL. 2024

Pour le Président et par délégation Le Chef de Service Organisation et Gestion des Routes

/ Mickaël GAYE-MÉTOU

Pour attribution :

- MM. les Maires de AUREILHAN et BOURS,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le Chef du Parc Routier Départemental,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du pays de Tarbes Haut Adour.

Pour information:

- Madame Geneviève ISSON, conseillère départementale du canton d'aureilhan,
- Monsieur Yannick BOUBÉE, conseiller départemental du canton d'aureilhan,
- Madame Andrée SOUQUET, conseillère départementale du canton de Bordères sur Echez,
- Monsieur Jean BURON, conseiller départemental du canton de Bordères sur Echez,
- M. le Maire de ORLEIX,
- Service Départemental d'incendie et de Secours (SDIS),
- Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU),
- Région Occitanie Service Transports.



DIRECTION DES ROUTES ET DES MOBILITÉS

4789

OBJET: Arrêté temporaire n°11/2024.162

Portant règlementation provisoire de la circulation sur la route départementale n°26 sur le territoire de la commune de ARRODETS-EZ-ANGLES.

Le Président du Conseil Départemental,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du Juin 1977,
- VU le règlement de voirie départemental des Hautes-Pyrénées adopté le 7 décembre 2018
- VU la demande de l'entreprise Fabre Fourtine Travaux en date du 25 juillet 2024,

Considérant qu'en raison du déroulement de travaux de réalisation d'étancheité d'un ouvrage d'art et de réfection de chaussée sur la route départementale n°26, effectués par l'entreprise Fabre Fourtine Travaux, il y a lieu de règlementer la circulation sur cette voie.

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. En raison du déroulement de travaux de réalisation d'étancheité d'un ouvrage d'art et de réfection de chaussée, la circulation sera interdite à tous les véhicules, sur la route départementale n°26, du Point de Repère (PR) 5+107 au PR 5+660, sur le territoire de la commune de ARRODETS-EZ-ANGLES.

ARTICLE 2. Ces mesures prennent effet à compter du lundi 05 août 2024 à 8h00, et resteront en vigueur jusqu'au vendredi 16 août 2024 à 18h00.

Les contraintes seront maintenues sur toute la période (jour et nuit).

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays des Gaves.

ARTICLE 3. Durant cette période, les véhicules seront déviés dans les deux sens par les routes départementales n°26, 18, 937 et 7, sur le territoire des communes de OSSUN-EZ-ANGLES, ARRODETS-EZ-ANGLES, NEUILH, ASTUGUE, LOUCRUP, ORINCLES, ARCIZAC-EZ-ANGLES, LES ANGLES et CHEUST.

ARTICLE 4. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité des sections déviées, seront assurés par l'entreprise Fabre Fourtine Travaux.

L'Agence départementale des Routes du Pays des Gaves en assurera le contrôle.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 2.

ARTICLE 5. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 6. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 8. Le présent arrêté sera affiché dans la commune de ARRODETS-EZ-ANGLES et publié sur le site internet du Département.

Tarbes, le 7 9 JUIL. 2024

Pour le Président et par délégation Le Chef de Service Organisation et Gestion des Routes

Miokaël GAYE-MÉTOU

Pour attribution:

- Mme le Maire de ARRODETS-EZ-ANGLES,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le Directeur de l'entreprise Fabre Fourtine Travaux,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du pays des Gaves.

Pour information:

- Madame Marie PLANE, conseillère départementale du canton de Lourdes 2,
- Monsieur Stéphane PEYRAS, conseiller départemental du canton de Lourdes 2,
- Mmes les Maires de ARCIZAC-EZ-ANGLES et LES ANGLES,
- MM. les Maires de OSSUN-EZ-ANGLES, NEUILH, ASTUGUE, LOUCRUP, ORINCLES et CHEUST,
- Service Départemental d'incendie et de Secours (SDIS),
- Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU),
- Région Occitanie Service Transports. :



4790

OBJET: Arrêté temporaire conjoint n°11/2024.160

Portant règlementation provisoire de la circulation sur la route départementale n°259 sur le territoire de la commune de ESTIRAC.

Le Président du Conseil Départemental,

La Maire d'Estirac,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,
- VU le règlement de voirie départemental des Hautes-Pyrénées adopté le 7 décembre 2018,
- VU la demande du Parc Routier Départemental en date du 24 juillet 2024,

Considérant qu'en raison du déroulement de travaux de réfection de chaussée sur la route départementale n°259, effectués par le Parc Routier Départemental, il y a lieu de règlementer la circulation sur cette voie.

ARRETENT

ARTICLE 1^{er}. En raison du déroulement de travaux de réfection de chaussée, la circulation sera interdite à tous les véhicules, sur la route départementale n°259, du Point de Repère (PR) 0+000 au PR 1+080 et du PR 1+080 au PR 1+490, sur le territoire de la commune de ESTIRAC.

ARTICLE 2. Cette mesure prendra effet à compter du mercredi 31 juillet 2024 de 8h00 à 17h00.

Les contraintes seront levées en dehors des heures de travaux.

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays du Val d'adour.

ARTICLE 3. Durant cette période,

du Point de Repère (PR) 0+000 au PR 1+080, les véhicules seront déviés dans les deux sens par les routes départementales n°59, 67 et 8, sur le territoire des communes de CAUSSADE-RIVIERE, LABATUT-RIVIERE et ESTIRAC.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9 Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrences.fr

du Point de Repère (PR) 1+080 au PR 1+490, les véhicules seront déviés dans les deux sens par la route départementale n°8 et par les routes communales dites « Route des Pyrénées et Route fleurie », sur le territoire des communes de ESTIRAC et MAUBOURGUET.

ARTICLE 4. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité des sections déviées, seront assurés par l'Agence départementale des Routes du Pays du Val d'adour.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 2.

ARTICLE 5. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 6. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 8. Le présent arrêté sera affiché dans la commune de ESTIRAC et publié sur le site internet du Département.

Tarbes, le 2 9 JUIL. 2024

Pour le Président et par délégation Le Chef de Service Organisation et Gestion des Routes

Mickaël GAYE-MÉTOU

La Maire de ESTIRA

Maryse BORDIER

Pour attribution :

- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le Chef du Parc Routier Départemental,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du pays du Val d'adour.

Pour information:

- Madame Véronique THIRAULT, conseillère départementale du canton du Val d'Adour,
- Monsieur Frédérci RÉ, conseiller départemental du canton du Val d'Adour,
- Madame le Maire de CAUSSADE-RIVIERE,
- MM. les Maires de LABATUT-RIVIERE et MAUBOURGUET,
- Service Départemental d'incendie et de Secours (SDIS),
- Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU),
- Région Occitanie Service Transports.



DIRECTION DES ROUTES ET DES MOBILITÉS

4791

OBJET: Arrêté temporaire n°92/2024

Portant règlementation provisoire de la circulation lors de l'épreuve sportive « Trail de la Saint Michel» Le 12 SEPTEMBRE 2024 sur les routes départementales

Le Président du Conseil Départemental,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route et notamment l'article L 411-3,
- Vu le code du sport et notamment l'article R 331-11;
- VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU le décret 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,

Considérant que l'organisateur de l'épreuve sportive « Trail de la Saint Maichel» sollicite une priorité de passage temporaire pendant le passage de la course et qu'il atteste que tous les moyens seront mis en œuvre (signaleurs et secours) afin d'assurer la sécurité de la course.

Considérant que pour des raisons de sécurité, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les routes départementales hors agglomération,

ARRETE RESTRICTION DE CIRCULATION HORS AGGLOMERATION

ARTICLE 1 .Pour des raisons de sécurité liées au déroulement de l'épreuve sportive Trail de la Saint Michel, il est instauré une priorité de passage aux participants et à l'organisation l'épreuve sur les routes départementales situées hors agglomération empruntées par l'épreuve sportive (selon l'itinéraire annexé au présent arrêté).

Sous ce régime, sur l'itinéraire de la manifestation sportive, l'ordre des priorités prévu par le code de la route peut-être provisoirement modifié lors du passage de la course pour permettre son bon déroulement et assurer la sécurité du public, des participants et des autres usagers de la route.

ARTICLE 2. Cette mesure prendra effet le 12 septembre 2024 de 9h00 à 12h00.

ARTICLE 3. Les carrefours seront neutralisés par des signaleurs.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9 Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr

ARTICLE 4. Les signaleurs seront munis d'un gilet de sécurité fluorescent le jour et rétroréfléchissant lors de mauvaises conditions de luminosité.

ARTICLE 5. La fourniture, pose, et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle, seront assurées par l'organisateur de l'évènement.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu.

ARTICLE 6. En cas de besoin, l'accès pour les moyens de secours sera rétabli.

ARTICLE 7. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

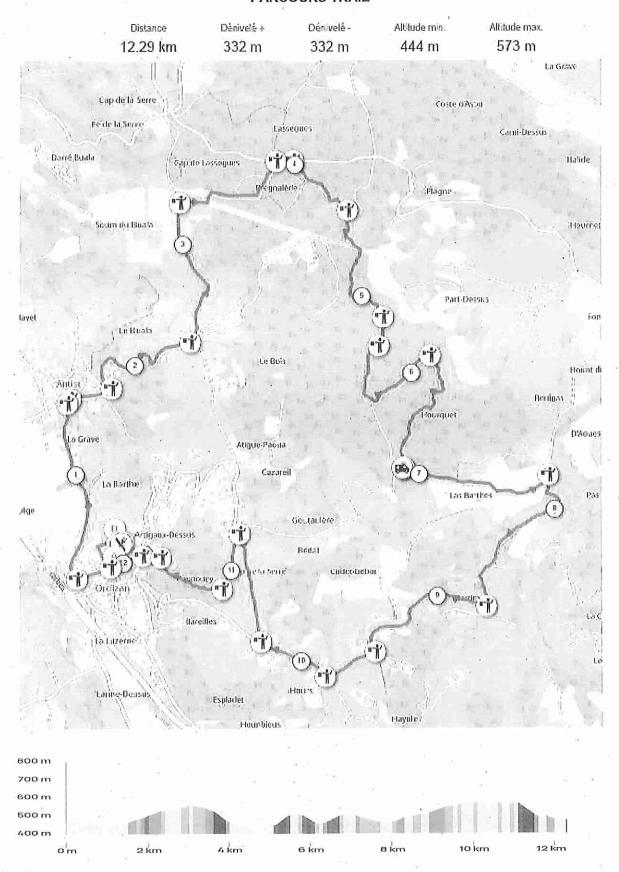
ARTICLE 9. Le présent arrêté sera affiché par l'organisateur, qui l'aura en sa possession le jour de l'épreuve, dans les communes traversées et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Tarbes, le 2 9 JUIL. 2024

Pour le Président et par délégation Le Chef de Service Organisation et Gestion des Routes

Mickael GAYE - METOU

ANNEXE IV PARCOURS TRAIL





DIRECTION DES ROUTES ET DES MOBILITÉS

4792

OBJET: Arrêté temporaire n°85/2024

Portant règlementation provisoire de la circulation lors de l'épreuve sportive « LES FOULEES DE SOMBRUN»

Le 29 SEPTEMBRE 2024 sur les routes départementales

Le Président du Conseil Départemental,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route et notamment l'article L 411-3,
- Vu le code du sport et notamment l'article R 331-11;
- VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU le décret 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,

Considérant que l'organisateur de l'épreuve sportive « LES FOULEES DE SOMBRUN » sollicite une priorité de passage temporaire pendant le passage de la course et qu'il atteste que tous les moyens seront mis en œuvre (signaleurs et secours) afin d'assurer la sécurité de la course.

Considérant que pour des raisons de sécurité, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les routes départementales hors agglomération,

ARRETE RESTRICTION DE CIRCULATION HORS AGGLOMERATION

ARTICLE 1 .Pour des raisons de sécurité liées au déroulement de l'épreuve sportive LES FOULEES DE SOMBRUN, il est instauré une priorité de passage aux participants et à l'organisation l'épreuve sur les routes départementales situées hors agglomération empruntées par l'épreuve sportive (selon l'itinéraire annexé au présent arrêté).

Sous ce régime, sur l'itinéraire de la manifestation sportive, l'ordre des priorités prévu par le code de la route peut-être provisoirement modifié lors du passage de la course pour permettre son bon déroulement et assurer la sécurité du public, des participants et des autres usagers de la route.

ARTICLE 2. Cette mesure prendra effet le 29 septembre 2024 de 10h00 à 12h00.

ARTICLE 3. Les carrefours seront neutralisés par des signaleurs.

ARTICLE 4. Les signaleurs seront munis d'un gilet de sécurité fluorescent le jour et rétroréfléchissant lors de mauvaises conditions de luminosité.

ARTICLE 5. La fourniture, pose, et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle, seront assurées par l'organisateur de l'évènement.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu.

ARTICLE 6. En cas de besoin, l'accès pour les moyens de secours sera rétabli.

ARTICLE 7. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 9. Le présent arrêté sera affiché par l'organisateur, qui l'aura en sa possession le jour de l'épreuve, dans les communes traversées et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Tarbes, le 2 9 JUIL. 2024

Pour le Président et par délégation Le Chef de Service Organisation et Gestion des Routes

Mickael GAYE - METOU



Itinéraire Horaire Course Nature 11km

	Horaires	
Lieux	1er - Fin de course	
Départ	10h	
Route de Lahitte (Sombrun)	10h02-10h15	
Croisement Chemin Lahourcade (Lahitte-Toupière)	10h05-10h25	
Cabane du Maquis (Sombrun)	10h10-10h35	
Chemin du Maquis Ravitaillement (Sombrun)	10h15-10h40	
Chemin des Crêtes (Sombrun)	10h20-10h45	
Route de Moncaup (Sombrun)	10h22-10h50	
Cami Vielh (Sombrun)	10h25-10h55	
Rue du Béarn (Sombrun)	10h30-11h15	
Rue du Château (Sombrun)	10h38-11h25	
Arrivée	10h40-11h30	



DIRECTION DES ROUTES ET DES MOBILITÉS

4793

OBJET: Arrêté temporaire n°91/2024

Portant règlementation provisoire de la circulation lors de l'épreuve sportive « Championnat de France de Trail des Sapeurs-Pompiers» Le 13 et 14 SEPTEMBRE 2024 sur les routes départementales

Le Président du Conseil Départemental,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route et notamment l'article L 411-3,
- Vu le code du sport et notamment l'article R 331-11;
- VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU le décret 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,

Considérant que l'organisateur de l'épreuve sportive « Championnat de France de Trail des Sapeurs-Pompiers» sollicite une priorité de passage temporaire pendant le passage de la course et qu'il atteste que tous les moyens seront mis en œuvre (signaleurs et secours) afin d'assurer la sécurité de la course.

Considérant que pour des raisons de sécurité, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les routes départementales hors agglomération,

ARRETE RESTRICTION DE CIRCULATION HORS AGGLOMERATION

ARTICLE 1 Pour des raisons de sécurité liées au déroulement de l'épreuve sportive Championnat de France de Trail des Sapeurs-Pompiers, il est instauré une priorité de passage aux participants et à l'organisation l'épreuve sur les routes départementales situées hors agglomération empruntées par l'épreuve sportive (selon l'itinéraire annexé au présent arrêté).

Sous ce régime, sur l'itinéraire de la manifestation sportive, l'ordre des priorités prévu par le code de la route peut-être provisoirement modifié lors du passage de la course pour permettre son bon déroulement et assurer la sécurité du public, des participants et des autres usagers de la route.

ARTICLE 2. Cette mesure prendra effet du 13 septembre 2024 à 19h00 au 14 septembre 2024 à 19h00.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9 Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr

ARTICLE 3. Les carrefours seront neutralisés par des signaleurs.

ARTICLE 4. Les signaleurs seront munis d'un gilet de sécurité fluorescent le jour et rétroréfléchissant lors de mauvaises conditions de luminosité.

ARTICLE 5. La fourniture, pose, et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle, seront assurées par l'organisateur de l'évènement.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu.

ARTICLE 6. En cas de besoin, l'accès pour les moyens de secours sera rétabli.

ARTICLE 7. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 9. Le présent arrêté sera affiché par l'organisateur, qui l'aura en sa possession le jour de l'épreuve, dans les communes traversées et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Tarbes, le 2.9 JUIL. 2024

Pour le Président et par délégation Le Chef de Service Organisation et Gestion des Routes

Mickaël GAYE - METOU

Parcours et heures de passage

Manifestation: COURSE 6 KM

Date: 13/03/2024

Association organisatrice: COMITÉ OFOR WANISATION OU TRAIL SAPEORS-POMPIERS

Communes traversées	Nature des routes	Numéro des routes	Heure de passage
SAINT-LARY-SOULAN	TRAVOISÉE per de Soulan		19400
VIENEC	DEPARTEMENTALE	0113	19405
11 -	COMMUNALE	ROUTE WE SAINTLARY	19410
SAINTLARY	11	CORPS FLANC POMMIES	19415
/(11	ROUTE CAP OF LONG	19 11 15
	1		
	2		# ±1
			*)
	y 25		
	7		
			3
			* - x
V			
	•		
* * * * * * * * * * * * * * * * * * *			
	3 3		
	h .		

Co description did board grateformed par ADEC/RUM (survice d'aide à l'organisation de la companyation de la

Parcours et heures de passage

Manifestation: CHAMPIONNAT DE FRANCE DE TRAIL

Date: 14 1091 7024

Association organisatrice: COMITE WIGHTION ON THAIL SAPEURS POMPIERS

Communes traversées	Nature des routes	Numéro des routes	Heure de passage
SAINT LARY	COMMUNALE	RUE DE SOULAN.	7 HOO.
11	DEPARTEMENTALE	019	7-H00
IFULE - AWE	COMMUNALE	SALUT-CARY	7-1105
ILUNEC	11	RUSTE SAINTICARY	10 11 00
SAINT-LARRY	11	RUE DES FOULERES	5 1100
4	OF PARTEMENTALE	ROUTE OF SAILHAN	5 H50
TRANFZAY LUES	H e	O 9 2 9 TRAVERS ÉF	3 H30
2		40	
2 2 2		2 % 1 F	
11500-1000-1000-1000-1000-1000-1000-100	4	* * * * * * * * * * * * * * * * * * *	** *** *** *** *** *** *** *** *** ***
* * .	26		e e e
			-
			· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
a		1	
1			
<u></u>	- 10		
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·			
	ato a to		
# 1			

Co descripted a MA faces gradularment pur ADEDRUM (surviva d'aide à l'organisation de manifestation sportine)



DIRECTION DES ROUTES ET DES MOBILITÉS

4794

OBJET : Arrêté temporaire n°24/2024.75

Portant règlementation provisoire de la circulation sur la route départementale n°19 sur le territoire de la commune d'ARREAU.

Le Président du Conseil Départemental des Hautes Pyrénées,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route,
- -. VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,
- VU le règlement de voirie départemental des Hautes-Pyrénées adopté le 7 décembre 2018
- VU la demande de l'entreprise SOCABAT en date du 27 juillet 2024,

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux de construction d'un mur de soutènement sur la route départementale n° 19, effectués par l'entreprise SOCABAT, il y a lieu de règlementer la circulation sur cette voie.

ARRETE

Article 1. En raison du déroulement des travaux de construction d'un mur de soutènement une interdiction de stationner, et de dépasser, ainsi qu'une limitation de vitesse (50 Km/h) seront mises en place au droit du chantier sur la route départementale n°19, du Point de Repère (PR) 9+460 au PR 9+730, sur le territoire de la commune d'ARREAU.

ARTICLE 2. Cette mesure prendra effet du lundi 29 juillet 2024 à 8h00 et restera en vigueur jusqu'au vendredi 30 août 2024 à 18h00.

Les contraintes seront maintenues sur toute la période (jour et nuit).

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays des Nestes

ARTICLE 3. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité du chantier, seront assurées par l'entreprise SOCABAT.

L'Agence départementale des Routes du Pays des Nestes en assurera le contrôle.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9 Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – <u>www.hautespyrenees.fr</u> Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

ARTICLE 4. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 5. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 7. Le présent arrêté sera affiché dans la commune d'ARREAU et publié sur le site internet du Département.

Tarbes, le

29 JUIL, 2024

Pour le Président et par délégation Le Chef de Service Organisation et Gestjon des Routes

Mickaël GAYE-MÉTOU

Pour attribution:

- M. le Maire d'ARREAU,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le directeur de l'entreprise SOCABAT,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du Pays des Nestes.

Pour information:

- Madame Maryse BEYRIE, conseillère départementale du canton Neste, Aure et Louron
- Monsieur Michel PÉLIEU, conseiller départemental du canton Neste, Aure et Louron,
- Région Occitanie Service Transports.



DIRECTION DES ROUTES ET DES MOBILITÉS

4795

OBJET : Arrêté temporaire n°24/2024.76 Portant règlementation provisoire de la circulation sur la route départementale n°929 sur le territoire des communes de GAUSSAN et MONLONG.

Le Président du Conseil Départemental des Hautes Pyrénées,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,
- VU le règlement de voirie départemental des Hautes-Pyrénées adopté le 7 décembre 2018
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024 valant avis permanent aux demandes d'arrêtés temporaires règlementant la circulation sur le réseau routier classée à grande circulation,
- VU la demande de l'Agence Départementale du Pays des Coteaux en date du 26 juillet 2024,

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux de réfection de chaussée sur la route départementale n° 929, effectués par l'Agence Départementale du Pays des Coteaux, il y a lieu de règlementer la circulation sur cette voie.

ARRETE

Article 1. En raison du déroulement des travaux de réfection de chaussée la vitesse des véhicules sera limitée à 50Km/h et il sera instaurée une interdiction de dépasser sur la route départementale n°929, du Point de Repère (PR) 12+000 au PR 16+900, sur le territoire des communes de GAUSSAN et MONLONG.

ARTICLE 2. Cette mesure prendra effet du vendredi 2 août 2024 à 8h00 et restera en vigueur jusqu'au vendredi 9 août 2024 à 16h00.

Les contraintes seront maintenues sur toute la période (jour et nuit).

Une interdiction de stationner, et de dépasser, ainsi qu'une limitation de vitesse (50 Km/h) seront mises en place au droit du chantier.

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants.

Vu la Circulaire de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer relative aux jours hors chantier sur le Réseau Routier National et Routes à Grande Circulation, l'entreprise devra faciliter la circulation en cas d'afflux important de véhicules les 2,5,6 et 9 août 2024.

ARTICLE 3. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité du chantier, seront assurées par l'Agence Départementale du Pays des Coteaux.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

ARTICLE 4. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 5. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 7. Le présent arrêté sera affiché dans les communes de GAUSSAN et MONLONG et publié sur le site internet du Département.

Tarbes, le

2 9 JUIL. 2024

Pour le Président et par délégation Le Chef de Service Organisation et Gestion des Routes

Mickael GAYE-MÉTOU

Pour attribution:

- Messieurs les Maires de GAUSSAN et MONLONG,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du Pays des Coteaux.

Pour information:

- Madame Monique LAMON, conseillère départementale du canton des Coteaux,
- Monsieur Bernard VERDIER, conseiller départemental du canton des Coteaux,
- Région Occitanie Service Transports.



DIRECTION DES ROUTES ET DES MOBILITÉS 4796

OBJET : Arrêté temporaire n°11/2024.166

Portant règlementation provisoire de la circulation sur la route départementale n°921A sur le territoire de la commune de LOUEY.

Le Président du Conseil Départemental,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- *** VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,
- VU le règlement de voirie départemental des Hautes-Pyrénées adopté le 7 décembre 2018
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024 valant avis permanent aux demandes d'arrêtés temporaires règlementant la circulation sur le réseau routier classée à grande circulation,
- VU la demande de l'entreprise SPIE BATIGNOLLES en date du 26 juillet 2024,

Considérant qu'en raison du déroulement de travaux de réparation de mur sur la route départementale n°921A, effectués par l'entreprise SPIE BATIGNOLLES, il y a lieu de règlementer la circulation sur cette voie.

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. En raison du déroulement de travaux de réparation de mur, la circulation sera interdite à tous les véhicules, sur la route départementale n°921A, du Point de Repère (PR) 5+357 au PR 5+538, sur le territoire de la commune de LOUEY.

ARTICLE 2. Ces mesures prennent effet à compter du lundi 5 août 2024 à 8h00, et resteront en vigueur jusqu'au vendredi 9 août 2024 à 17h00.

Les contraintes seront levées en dehors des heures de travaux ainsi que les week-end et jours fériés.

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour.

ARTICLE 3. Durant cette période, les véhicules seront déviés dans les deux sens par les routes départementales n°7, 516, 515 sur le territoire des communes de LOUEY, JUILLAN.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9 Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr

ARTICLE 4. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité des sections déviées, seront assurés par l'entreprise SPIE BATIGNOLLES.

L'Agence départementale des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour en assurera le contrôle.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 2.

ARTICLE 5. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 6. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 8. Le présent arrêté sera affiché dans la commune de LOUEY et publié sur le site internet du Département.

Tarbes, le 2 9 JUIL, 2024

Pour le Président et par délégation Le Chef de Service Organisation et Gestjon des Routes

Mickaël GAYE-MÉTOU

Pour attribution:

- M. le Maire de LOUEY,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le directeur de l'entreprise SPIE BATIGNOLLES,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du pays de Tarbes Haut Adour.

Pour information:

- Madame Marie-Françoise PRUGENT, conseillère départementale du canton d'OSSUN,
- Monsieur Marc BEGORRE, conseiller départemental du canton d'OSSUN,
- M. le Maire de JUILLAN,
- Service Départemental d'incendie et de Secours (SDIS),
- Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU),
- Région Occitanie Service Transports.



_ 4797

OBJET : Arrêté temporaire conjoint n°11/2024.158

Portant règlementation provisoire de la circulation sur la route départementale n° 25 sur le territoire des communes d'ESTARVIELLE et CAZAUX-FRECHET-ANERAN-CAMORS.

Le Président du Conseil Départemental, Le Maire de CAZAUX-FRECHET-ANERAN-CAMORS,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du
 - VU le règlement de voirie départemental des Hautes-Pyrénées adopté le 7 décembre 2018,
 - VU la demande du Parc Routier Départemental en date du 19 juillet 2024,

Considérant qu'en raison du déroulement de travaux de réfection de chaussée sur la route départementale n° 25, effectués par le Parc Routier Départemental, il y a lieu de règlementer la circulation sur cette voie.

ARRETENT

ARTICLE 1er. En raison du déroulement de travaux de réfection de chaussée, la circulation sera interdite à tous les véhicules, sur la route départementale n° 25 :

Le 29 juillet, du Point de Repère (PR) 30+800 au PR 32+000 sur la commune de Cazaux-Fréchet-Anéran-Camors, aucune déviation n'est techniquement possible, le passage des secours sera rendu possible en tant que de besoin.

le 30 juillet, du (PR) 29+400 au PR 30+800, sur le territoire des communes d'Estarvielle et Cazaux-Fréchet-Anéran-Camors, une déviation sera mise en place par les voies communales.

ARTICLE 2. Ces mesures prennent effet le lundi 29 juillet 2024 à 8h00 et resteront en vigueur jusqu'au mardi 30 juillet 2024 à 17h00.

Les contraintes seront levées en dehors des heures de travaux ainsi que les week-end et jours fériés.

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays des Nestes.

ARTICLE 3. Concernant les travaux se déroulant du PR 29+400 au PR 30+800, sur le territoire des communes d'Estarvielle et Cazaux-Fréchet-Anéran-Camors, les véhicules seront déviés dans les deux sens par la route départementale n° 618 et par la voie communale.

ARTICLE 4. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité des sections déviées, seront assurés par l'Agence départementale des Routes du Pays des Nestes.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 2.

ARTICLE 5. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 6. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 8. Le présent arrêté sera affiché dans les communes d'ESTARVIELLE et CAZAUX-FRECHET-ANERAN-CAMORS et publié sur le site internet du Département.

Tarbes, le 29 JUIL. 2024

Le Maire de CAZAUX-FRECHET-ANERAN-CAMORS

Pour le Président et par délégation Le Chef de Service Organisation et Gestion des Routes

Dominique GALAUP

Mickael GAYE-MÉTOU

Pour attribution:

- Messieurs les Maires d'ESTARVIELLE et CAZAUX-FRECHET-ANERAN-CAMORS,
- Monsieur le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- Monsieur le Chef du Parc Routier Départemental,
- Monsieur le Chef de l'Agence des Routes du pays des Nestes.

Pour information:

- Madame Maryse BEYRIE, conseillère départementale du canton Neste, Aure et Louron
- Monsieur Michel PÉLIEU, conseiller départemental du canton Neste, Aure et Louron.
- Service Départemental d'incendie et de Secours (SDIS),
- Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU),
- Région Occitanie Service Transports.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9 Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – <u>www.hautespyrenees.fr</u>